



CHAPITRE 19

Loi modifiant la Loi concernant les corporations et compagnies

[Sanctionnée le 21 février 1957]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1947, c. 33, a. 2, am. **1.** L'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 33, est modifié

a) en retranchant, après le mot "Québec", dans le paragraphe 1°, les mots suivants " , quel que soit le lieu de sa constitution et que son bureau chef soit situé dans cette province ou ailleurs";

b) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 2°, les mots "Bureau-chef" par les mots "Bureau principal".

Id., a. 3, am. **2.** L'article 3 de ladite loi est modifié a) en remplaçant le sous-paragraphe a du deuxième alinéa du paragraphe 1°, par le suivant:

"a) les bureaux d'une compagnie, ses usines, magasins, ateliers, agences ou places de commerce;"

b) en remplaçant le paragraphe 2°, par le suivant:

"2° Banques

Banques. "Dans le cas de toute banque,

a) une taxe de un dixième de un pour cent sur son capital-actions payé et de un dixième de un pour cent sur ses fonds de réserve et ses profits non distribués;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de

CHAPTER 19

An Act to amend the Act respecting corporations and companies

[Assented to, the 21st of February, 1957]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the act 11 George VI, chapter 33, is amended

a. by striking out, in subsection 1, after the word "Quebec", the words " , whatever be the place of its incorporation and whether its head office is situated in the Province of Quebec or elsewhere";

b. by replacing, in the first line of subsection 2, the words "Head office" by the words "Principal office".

2. Section 3 of the said act is amended Id., s. 3, am. a. by replacing sub-paragraph a of the second paragraph of subsection 1, by the following:

"a. the company's offices, workshops, factories, stores, agencies or stations;"

b. by replacing subsection 2, by the following:

"2. Banks

In the case of every bank,

a. a tax of one-tenth of one per centum on the paid-up capital stock thereof and one-tenth of one per centum on its reserve funds and undivided profits;

b. an additional tax of fifty dollars for each office or place of business in the cities of Montreal and Quebec and of

Banks.

Québec et de vingt-cinq dollars pour chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit";

c) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 3°, par le suivant:

Compagnie d'assurance.

"Dans le cas de toute compagnie d'assurance, une taxe de deux pour cent sur toute prime payable à la compagnie ou à son ou ses agents et se rapportant à des affaires dans Québec.";

d) en remplaçant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 3°, les mots "le paiement" par les mots "l'échéance" et, dans la septième ligne du même alinéa, les mots "du paiement" par les mots "de l'échéance";

e) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa du paragraphe 3°, le mot "reçue" par le mot "payable" et, dans la troisième ligne du même alinéa, les mots "obtenue ou reçue" par le mot "payable";

f) en y retranchant le cinquième alinéa du paragraphe 3°;

g) en y retranchant, dans les première et deuxième lignes du sixième alinéa du paragraphe 3°, les mots "d'assurance autre que l'assurance-vie", et en remplaçant, dans la cinquième ligne du même alinéa, les mots "qu'elle remet" par le mot "payable";

h) en y retranchant, dans les première et deuxième lignes du septième alinéa du paragraphe 3°, les mots "autre qu'une compagnie d'assurance-vie,";

i) en remplaçant, dans la première ligne du huitième alinéa du paragraphe 3°, le mot "reçues" par le mot "payables";

j) en retranchant, dans le titre du paragraphe 19°, les mots "le bureau-chef ou".

twenty-five dollars for each office or place of business in any other place";

c. by replacing the first paragraph of subsection 3, by the following:

"In the case of every insurance company a tax of two per centum on every premium payable to the company or to its agent or agents in respect of the business transacted in Quebec.";

Insurance companies.

d. by replacing, in the third line of the second paragraph of subsection 3, the words "payment of" by the words "obligation to pay" and, in the seventh line, the word "payment" by the word "maturity";

e. by replacing, in the second line of the third paragraph of subsection 3, the word "received" by the word "payable" and, in the third and fourth lines of the same paragraph, the words "procured or received" by the word "payable";

f. by striking out the fifth paragraph of subsection 3;

g. by striking out the words "other than life", in the first and second lines of the sixth paragraph of subsection 3, and by replacing, in the fourth line of the same paragraph, the word "paid" by the word "payable";

h. by striking out the words "other than life", in the second line of the seventh paragraph of subsection 3;

i. by replacing, in the fourth line of the eighth paragraph of subsection 3, the word "received" by the word "payable";

j. by striking out, in the title of subsection 19, the words "chief office or".

1947,
c. 33, a. 6,
rempl.

3. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Taxe sur profits.

"**6.** En outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la présente loi, toute compagnie, société ou personne visées par les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18° et 19° de l'article 3 et toute compagnie de gestion qui tiennent bureau dans la province ou y transigent des affaires, soit directement, soit par l'entremise d'une

3. Section 6 of the said act is replaced by the following:

1947,
c. 33, s. 6,
replaced.

"**6.** In addition to the taxes on capital and upon places of business mentioned in this act, every company, partnership or person contemplated by subdivisions 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18 and 19 of section 3 and every holding company having an office in the province or which is carrying on business therein, directly or through a person paid by salary, commission or otherwise, acting

Tax on profits.

personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière et agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, doivent payer annuellement une taxe équivalant à neuf pour cent du revenu net de leur année financière respective en cours le premier janvier 1957 et de chacune de leurs années financières respectives subséquentes.

Calcul.

Si l'année financière en cours le premier janvier 1957 ne correspond pas à l'année civile, la taxe pour cette année financière est imposée au taux de sept pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1956 et au taux de neuf pour cent pour la partie comprise dans l'année civile 1957. Pour le calcul de cette taxe, le revenu total de l'année financière est imputé à chacune des deux années 1956 et 1957 dans la proportion du nombre de jours de l'année financière écoulés dans chacune de ces deux années civiles.

Idem.

Cette taxe est aussi exigible de toute compagnie, société ou personne visée au premier alinéa du présent article et qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, établit un bureau ou commence à transiger des affaires dans la province."

1947,
c. 33,
aa. 6a-6d,
aj.

4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 6, les suivants:

Déductions dans le cas de compagnies d'assurance-vie.

"**6a.** Dans le cas de toute compagnie d'assurance-vie, le revenu net servant de base à la taxe imposée par l'article 6 est l'ensemble des montants crédités ou autrement affectés aux actionnaires ou à leur compte durant l'année, moins l'ensemble

a) des montants imputés pendant l'année aux actionnaires comme leur juste part des pertes subies à l'égard des placements ou d'autres pertes du même genre;
b) des montants transférés pendant l'année du compte de l'actionnaire à une caisse d'assurance ou à une caisse de réserve de placement;

c) de la partie des montants crédités ou affectés aux actionnaires ou à leur compte qui, dans l'opinion du ministre, peut être

as employee, vendor, agent, representative or in any other capacity, shall pay annually a tax equivalent to nine per centum of the net revenue of their respective financial year in progress on the first of January, 1957 and of each of their subsequent respective financial years.

If the financial year already in progress on the first of January, 1957, does not correspond with the calendar year, the tax for such financial year shall be imposed at the rate of seven per centum for the portion included in the calendar year 1956 and at the rate of nine per centum for the portion included in the calendar year 1957. In computing such tax, the total revenue of the financial year shall be imputed to each of the years 1956 and 1957 in the proportion of the number of days of the financial year that fell within each of those two calendar years.

Calculation.

This tax shall also be exigible from every company, partnership or person mentioned in the first paragraph of this section and which, after the coming into force of this act, shall establish an office or commence doing business in the province."

Idem.

4. The said act is amended by adding, after section 6, the following:

1947,
c. 33,
ss. 6a-6d,
added.

"**6a.** In the case of every life insurance company, the net revenue used as a basis for the computation of the tax imposed by section 6 is the aggregate of the amounts credited to shareholders' account or otherwise appropriated for or on account of shareholders during the year minus the aggregate of:

Deductions in the case of life insurance companies.

a. amounts charged in the year to the shareholders as their fair proportion of losses incurred upon investments or other losses of a similar character;

b. amounts transferred in the year from the shareholders' account to an insurance fund or an investment reserve fund;

c. such proportion of the amount credited or appropriated, as aforesaid, as may reasonably be regarded, in the opinion of

considérée comme provenant de dividendes ou de fractions de dividendes;

d) des dons faits par la compagnie, pendant l'année, à même le compte des actionnaires, à des institutions ou organisations du Canada qui poursuivent exclusivement des fins religieuses, charitables, éducatives ou sociales, sans dépasser dans l'ensemble, pour l'année, cinq pour cent des sommes ainsi créditées ou affectées, moins les montants indiqués aux paragraphes *a* et *b*.

Déductions dans le cas de compagnies d'assurance.

"6b. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée par l'article 6 à toute compagnie d'assurance autre qu'une compagnie d'assurance-vie, il peut être déduit

a) tout montant crédité à un assuré de la corporation relativement aux affaires de l'année, soit comme dividende, soit en remboursement de primes ou de dépôts de prime, si le montant a été, pendant l'année ou dans les douze mois qui suivent, payé à l'assuré, appliqué à l'acquittement, en tout ou en partie, d'une obligation pour l'assuré de payer des primes à la corporation ou crédité au compte de l'assuré à des conditions selon lesquelles il a droit au paiement de ce montant avant ou à l'expiration du terme de la police;

b) tout montant approuvé par le ministre à titre de réserves pour les polices.

Déductions dans le cas de banques.

"6c. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée à toute banque par l'article 6, une déduction peut être accordée pour le montant mis de côté ou en réserve, pour l'année, soit par voie de réduction de la valeur de l'actif, soit par voie d'affectation à une réserve pour éventualité ou à un compte de prévoyance en vue de faire face aux pertes sur prêts, aux créances mauvaises ou douteuses, à la dépréciation dans la valeur de l'actif autre que les immeubles de la banque, ou à toute autre éventualité, et qui, de l'avis du ministre, eu égard à toutes les circonstances, n'excède pas les besoins raisonnables de la banque.

Restriction.

Cependant, lorsque l'ensemble de ces sommes mises de côté ou en réserve excède, de l'avis du ministre, les besoins raisonnables de la banque, eu égard à toutes les circonstances, cet excédent doit

the Minister, as having been derived from dividends or portions of dividends;

d. gifts made out of the shareholders' account by the company in the year to institutions or organizations in Canada operated exclusively for religious, charitable, educational or social purposes, not exceeding in the aggregate for the year five per cent of the amount so credited or appropriated, minus the amounts described by paragraphs *a* and *b*.

"6b. In computing the income used as a basis to the tax imposed by section 6 to every insurance company other than a life insurance company, there may be deducted:

Deductions in the case of insurance companies.

a. every amount credited in respect of business for the year to a policyholder of the corporation by way of dividend, refund of premiums or refund of premium deposits if the amount was, during the year or within twelve months thereafter, paid to the policyholder, applied in discharge, in whole or in part of a liability of the policyholder to pay premiums to the corporation, or credited to the account of the policyholder on terms that he is entitled to payment thereof on or before termination of the policy;

b. such amount approved by the Minister as policy reserves.

"6c. In computing the income used as a basis to the tax imposed by section 6 to every bank, there may be deducted such amount as is set aside or reserved for the year either by way of write-down of the value of assets or appropriation to any contingency reserve or contingent account for the purpose of meeting losses on loans, bad or doubtful debts, depreciation in the value of assets other than bank premises, or other contingencies, and is, in the opinion of the Minister, having regard to all the circumstances, not in excess of the reasonable requirements of the bank.

Deductions in the case of banks.

However, when the aggregate of these amounts set aside or reserved exceed, in the opinion of the Minister, the reasonable requirements of the bank having regard to all the circumstances, this excess shall

Restriction.

être inclus dans le calcul du revenu de la banque.

be included in computing the income of the bank.

Déductions dans le cas de compagnies minières.

“6d. Dans le calcul du revenu servant de base à la taxe imposée par l'article 6 une déduction peut être faite de tout le revenu net provenant de l'exploitation d'une mine pendant la période de trente-six mois commençant le jour où la mine est entrée en production.

“mine”.

Dans le présent article, le mot “mine” ne comprend pas un puits de pétrole, un puits de gaz, un puits de mine de sel, une carrière de sable, une gravière, une carrière d'argile, une carrière de schiste ou une carrière de pierres autre qu'un dépôt de schiste bitumineux ou de sable bitumineux.

Conditions.

Pour pouvoir se prévaloir du présent article, une compagnie doit se conformer aux prescriptions requises par les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil.”

“6d. In computing the income to be used as a basis for the tax imposed by section 6 a deduction may be made of the entire net revenue derived from the operation of a mine during the period of thirty-six months commencing with the day on which the mine came into production.

Deductions in the case of mining companies.

“mine”.

In the present section, the word “mine” does not include an oil well, gas well, brine well, sand pit, gravel pit, clay pit, shale pit or stone quarry other than a deposit of oil shale or bituminous sand.

To avail itself of the present section, a company must comply with the provisions required by the regulations adopted by the Lieutenant-Governor in Council.”

Conditions.

1947, c. 33, a. 7, am.

5. L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 2°, par le suivant:

“2° Le montant des dividendes reçus d'une autre compagnie.”

5. Section 7 of the said act is amended by replacing subsection 2, by the following:

1947, c. 33, s. 7, am.

“2. The amount of dividends received from other incorporated companies.”

Id., a. 8, am.

6. L'article 8 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le paragraphe *i* du premier alinéa, le suivant:

“*j*) toute somme déboursée ou dépensée directement ou indirectement dans la mesure où elle peut raisonnablement être considérée comme ayant été déboursée ou dépensée en vue de gagner ou de produire un revenu exempté de la taxe décrétée par l'article 6 ou relativement à des biens dont le revenu serait exempté de ladite taxe.”

6. The first paragraph of section 8 of the said act is amended by adding, after sub-paragraph *i*, the following:

Id., s. 8, am.

“*j.* an outlay or expense made directly or indirectly to the extent that it may reasonably be regarded as having been made or incurred for the purpose of gaining or producing income exempted from the tax imposed by section 6 or in connection with property the income from which would be exempt from the said tax.”

Id., a. 8a, aj.

7. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 8, le suivant:

7. The said act is amended by adding, after section 8, the following:

Id., s. 8a, added.

Droits payés déduits.

“8a. Nonobstant les dispositions contenues dans le paragraphe *f* du premier alinéa de l'article 8, toute compagnie minière peut, en calculant le montant de ses profits, déduire le montant des droits payés en vertu de la Loi des mines de Québec.”

“8a. Notwithstanding the provisions contained in sub-paragraph *f* of the first paragraph of section 8, every mining company may deduct, in the computation of its profits, the amount of duties paid under the Quebec Mining Act.”

Duties paid deducted.

1947, c. 33, a. 9, remp.

8. L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

8. The said act is amended by replacing section 9, by the following:

1947, c. 33, s. 9, replaced.

Affaires
faites
hors de
la pro-
vince.

“9. La taxe prévue par l'article 6 peut être réduite, relativement aux affaires faites en dehors de Québec, de la manière et dans la proportion que déterminent les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'empire du paragraphe g de l'article 32.”

1947,
c. 33,
a. 11, am.

9. L'article 11 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne du septième alinéa, le mot “reçues” par le mot “payables”.

Id., a. 13,
am.

10. L'article 13 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du dernier alinéa, le mot “quatrième” par le mot “sixième”.

Id., a. 17,
am.

11. L'article 17 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, le mot “quatre” par le mot “six”.

Id., a. 25,
am.

12. L'article 25 de ladite loi est modifié, en y retranchant dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots “à faire la vérification au bureau-chef ou à toute autre”, par les mots “d'enquêter dans toute”.

Id., a. 31,
ab.

13. L'article 31 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 32,
am.

14. L'article 32 de ladite loi est modifié

a) en le numérotant comme article 31;
b) en y ajoutant, après le paragraphe f, les suivants:

“g) donner effet aux dispositions de l'article 9;

“h) déterminer les déductions permises dans le calcul des profits servant de base à la taxe imposée par l'article 6 à toute compagnie minière.”

Numéro-
tage
changé.

15. Ladite loi est modifiée en numérotant comme articles 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38 respectivement les articles 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 39.

Effet ré-
troactif.

16. La présente loi a son effet depuis le premier janvier 1957.

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

“9. The tax imposed by section 6 of this act may be reduced in relation to business transacted outside Quebec, in the manner and in the proportion which is prescribed by the regulations of the Lieutenant-Governor in Council, under subsection g of section 32.”

Business
trans-
acted
outside
Province.

9. Section 11 of the said act is amended by replacing, in the eighth line of the seventh paragraph, the word “received” by the word “payable”.]

1947,
c. 33,
s. 11, am.

10. Section 13 of the said act is amended by replacing, in the fifth line of the last paragraph, the word “fourth” by the word “sixth”.

Id., s. 13,
am.

11. Section 17 of the said act is amended by replacing, in the second line of the first paragraph, the word “four” by the word “six”.

Id., s. 17,
am.

12. Section 25 of the said act is amended, by replacing in the fourth and fifth lines of the first paragraph, the words “the head office or at any other place of business of”, by the words “any place of business of”.

Id., s. 25,
am.

13. Section 31 of the said act is repealed.

Id., s. 31,
repealed.

14. Section 32 of the said act is amended

Id., s. 32,
am.

a. by changing its number to 31;

b. by adding thereto, after sub-paragraph f, the following:

“g. give effect to provisions of section 9;

“h. to determine the deductions allowed in computing the profits used as a basis for the tax imposed by section 6 to every mining company.”

15. The said act is amended by numbering as sections 32, 33, 34, 35, 36, 37 and 38, respectively, sections 33, 34, 35, 36, 37, 38 and 39.

Number-
ing
changed.

16. The present act will take effect as from the first of January, 1957.

Retro-
active
effect.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.